

Finkielkraut : "L'ennemi ne nous pardonne pas d'être ce que nous sommes" (2/2)

écrit par Antiislam | 1 novembre 2020



Suite de l'entretien du "Figaro" avec Finkielkraut :

Première partie ici :

<https://resistancerepublicaine.com/2020/11/01/finkielkraut-lenemi-ne-nous-pardonne-pas-detre-ce-que-nous-sommes-1-2/>

Lors de l'hommage à l'enseignant Samuel Paty, Emmanuel Macron a affirmé, citant Jaurès, que le rôle de l'école était de «faire des Républicains».

Est-ce bien là le rôle de l'école?

N'est-ce pas lui donner là une mission trop ambitieuse, à l'heure où elle a du mal à transmettre les savoirs fondamentaux?

D'après un récent sondage, 74 % des musulmans de moins de 25 ans mettent la loi religieuse au-dessus des lois de la République.

Or la laïcité, principe républicain par excellence, repose sur l'indépendance de la vie de l'esprit.

Sans la reconnaissance de cette indépendance, il n'y a pas d'enseignement possible. Il faut donc faire des républicains pour assurer la transmission des savoirs.

Le modèle de l'école de la III^e République et de ses «hussards noirs» a été invoqué à travers les figures de Péguy et du professeur de Camus M. Germain.

Ce modèle n'est-il pas obsolète et n'est-il pas illusoire de vouloir le restaurer?

Tout tend à devenir démocratique en démocratie.

Tout, même l'école.

Cette institution, fondée sur la dissymétrie du maître et de l'élève, s'est peu à peu transformée en communauté éducative.

L'horizontalité triomphe de la verticalité, et, pour ne plus être un oppresseur, l'enseignant est prié de devenir un animateur.

«Toute action pédagogique est objectivement une violence symbolique en tant qu'imposition par un pouvoir arbitraire d'un arbitraire culturel» écrivaient en 1970 les sociologues Pierre Bourdieu et Jean-Claude Passeron.

La nouvelle pédagogie s'est donné pour mission de mettre fin à cette violence.

Elle a disqualifié le cours magistral, elle a mis la culture en débat et, ouvrant l'école à tous les vents, elle y a fait entrer les parents d'élèves.

Leur principale fédération – la FCPE – n'a qu'un objectif, ruiner par une éducation collaborative ce qui reste de l'autorité des maîtres.

Le fondamentalisme islamique tire le plus grand profit de cette dévastation égalitaire.

Bref, ce n'est pas seulement l'école de Péguy qui tend à devenir obsolète dans le monde hyperdémocratique, c'est l'école tout court.

Il faut donc la réinstitutionnaliser, et même, comme cherche à le faire l'actuel ministre de l'Éducation nationale, la reconstruire.

C'est une question de vie et de mort pour la culture et la civilisation.

Plus largement, on a le sentiment que le mot «République» est employé à tout bout de champ par nos hommes politiques, au détriment du mot «France». Partagez-vous cette impression?

La République, ce sont des valeurs universelles. La France, c'est une langue, une littérature, un style d'existence, des villes, des paysages, des monuments et des bâtiments inimitables.

Or aujourd'hui, ce particularisme fait peur: sur la foi du simplisme qui s'est emparé de la mémoire, on pense, dans les hauts lieux de la vigilance, qu'il n'y a pas de «nous» sans exclusion d'un «eux», pas de patrie charnelle sans charnier pour les étrangers.

Eh bien non!

L'«autre» qui est visé aujourd'hui par une haine meurtrière, ce n'est pas seulement la République, c'est la nation, et rien n'aurait plus surpris ni même indigné le général de Gaulle que la volonté d'édifier la première sur la négation de la seconde au nom de l'antifascisme.

Un livret comportant des caricatures de *Charlie Hebdo* va être distribué dans les classes. Tout en défendant la liberté

d'expression, n'y a-t-il pas un paradoxe à ce qu'un journal satirique pratiquant l'irrévérence devienne un programme scolaire?

Faut-il sacrifier les caricatures de *Charlie Hebdo* parce que les terroristes les ont pris pour cibles?

Au programme, il faut mettre les œuvres, rien que les œuvres. Mais le livret dont vous me parlez, ce n'est pas le programme, c'est l'inscription dans le marbre de ce fait inouï: des gens se sont fait assassiner pour avoir publié ou commenté en classe des dessins.

Je ne suis pas un partisan inconditionnel de la caricature, car je crois que la critique même la plus rude, n'a pas besoin d'en passer par l'enlaidissement des visages et des corps.

Mais je pense aussi que ces événements atroces font partie de notre mémoire collective et qu'à ce titre ils doivent être médités et transmis.

Désigner les «complices intellectuels» de l'islamisme, affirmer qu'il existe un continuum entre les paroles et les actes, n'est-ce pas souscrire à une pénalisation de la pensée que vous avez par ailleurs combattue?

Il y a aujourd'hui dans l'université et dans les médias une quantité d'«idiots utiles» qui croient porter secours à la faiblesse en se mettant au service de l'islam conquérant.

Ceux, dont je suis, qui dénoncent leur soumission compassionnelle ne songent pas pour autant à les faire taire.

En revanche, à chaque embardée d'Éric Zemmour, les journaux vigilants réclament des têtes.

Ils brandissent en toute occasion l'étendard de la liberté d'expression, mais ils trouvent intolérable la présence sur les plateaux de télévision de chroniqueurs «d'extrême droite».

Figurant sur toutes les listes noires que ces journaux publient et actualisent régulièrement, j'ai moi-même droit à

ce label.

À leurs yeux, l'ennemi numéro un de la France, c'est son propre démon fasciste. Il faut donc l'étouffer avant qu'il ne soit trop tard.

L'autre jour, à la matinale de France Inter, le sociologue Geoffroy de Lagasnerie a tranquillement déclaré:

«J'assume totalement qu'il faille reproduire un certain nombre de censures dans l'espace public pour établir un espace où les opinions justes prennent le pouvoir sur les opinions injustes.»

Ces propos ayant fait scandale, l'observateur attitré des médias pour le journal *Libération* s'est étonné d'une indignation à géométrie variable: les mêmes qui défendent le blasphème de *Charlie* condamnent ce qu'il appelle «le blasphème» de Lagasnerie.

Pour cette conscience critique, autrement dit, la liberté d'expression n'est pas un principe fondamental, c'est un dogme qui ne mérite pas plus de respect que n'importe quelle superstition.

Et quelques jours plus tard, le journaliste du même quotidien chargé de la recension du dernier livre de Lagasnerie renchérissait:

«Le polémiste a fait péter un câble à tout ce que la France du débat compte d'opinions d'extrême droite.»

On est donc d'extrême droite quand on ne trouve aucune vertu transgressive au grand retour de la pensée totalitaire.

Tout change mais rien ne change. «Le fascisme ne passera pas» reste le mot d'ordre de ceux qui se disent progressistes et c'est la presse se réclamant des valeurs d'ouverture qui mène aujourd'hui la bataille contre la liberté de la presse.

La presse américaine semble avoir un regard plus que critique face à la réaction française suite à l'attentat, dénonçant le ciblage de «groupes musulmans» (Washington Post). Que vous inspire ce décalage entre opinion française et opinion américaine?

Le New York Times a titré: «La police française tire sur un homme et le tue après une attaque au couteau.»

Pour ce grand journal, l'événement de Conflans-Sainte-Honorine ce n'est pas la décapitation d'un professeur, c'est la violence policière débridée.

Des deux côtés de l'Atlantique les forces de l'ordre continuent, en toute impunité, d'assassiner George Floyd. Trump n'est pas le seul problème qui se pose aux États-Unis et que les États-Unis posent au monde.

Comme Russell Banks, Richard Ford et tous les écrivains américains contraints par l'inquiétude de sortir de leur tour d'ivoire, j'ai peur du Père Ubu qui sollicite un deuxième mandat à la Maison-Blanche.

Mais contrairement à eux je n'ai pas moins peur de la gauche américaine formatée dans des campus où, depuis longtemps déjà la démence idéologique tient lieu de culture générale.

Et j'ai d'autant plus peur que je n'ignore rien des ravages de cette idéologie dans cette université française.

On n'est pas sortis de l'auberge.

Note d'Antiislam

Cette conclusion nous sépare de Finkielkraut.

Nous avons nos raisons pour penser que cette néo-Gauche totalitaire américaine, celle d'Alexandria Ocasio Cortez, d'

Ilhan Omar est notre ennemie irréductible, prioritaire.

Au même titre que ses très nombreux semblables et relais en France.

Car toutes deux "elles ne nous pardonnent pas d'être ce que nous sommes" ...